

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'ASSOCIATION

« UFAC »
Union Française des Arts du Costume
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022

Siège social : 107, rue de Rivoli - 75001 Paris

D. Associations

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

« UFAC »

Association Union Française des Arts du Costume

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association Union Française des Arts du Costume « UFAC »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Union Française des Arts du Costume relatifs relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

D. Associations

8 rue Bayen
75017 Paris
Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

D. Associations

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 juin 2024

D. Associations

Représentée par Catherine Faraut



BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	772 330	772 330	0	0
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	772 330	772 330	0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 150		1 150	460
Valeurs mobilières de placement	26 715		26 715	26 715
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	16 719		16 719	54 810
Charges constatées d'avance				
Total II	44 583	0	44 583	81 984
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	816 913.17	772 330.00	44 583	81 984

BILAN PASSIF AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	44 470	45 382
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 614	-912
Situation nette (sous total)	39 856	44 470
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Total I	39 856	44 470
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 728	2 464
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	35 051
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	4 728	37 515
Ecarts de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	44 583	81 984

COMPTE DE RESULTAT exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 760	2 760
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	141 000	140 198
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Autres produits	0	1 432
Total I	143 760	144 390
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	8 074	2 804
Aides financières	141 000	140 198
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	0	2 300
Total II	149 074	145 302
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	0	0
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0

2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	700	0
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	700	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	144 460	144 390
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	149 074	145 302
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 614.00	-912
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

UFAC

Annexe aux comptes de l'exercice 2023

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le bilan affiche un total de 44 583 euros et le compte de résultat un déficit de 4 614 euros.

1- Présentation générale

L'association dite « Union Française des Arts du Costume » créée le 27 juillet 1948 sous la dénomination « Union Centrale des Arts du Costume » modifiée le 23 mai 1949 et reconnue d'utilité publique par décret du 12 mars 1956 a pour but :

- de coordonner les activités de toutes personnes, associations, syndicat qui s'attachent à entretenir et à développer les Arts du Costume,
- de créer à Paris un Musée du Costume en général, spécialement du costume civil français, ainsi que tous les objets mobiliers qui peuvent, directement ou indirectement, s'y attacher,
- de recueillir, reconstituer et conserver tous objets mobiliers qui peuvent, directement ou indirectement, s'y attacher, servant à l'habillement,
- d'organiser des expositions temporaires ou permanentes, nationales ou internationales, de collections se rattachant au costume,
- d'organiser des cours et conférences, créer ou soutenir des revues et publications en vue de développer le goût des études relatives au Costume.

Les moyens d'action de l'Association sont des Conférences, publications, expositions etc.

2- Principes et Méthodes comptables

En application du code de commerce français, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, hormis les impacts de la première application du règlement ANC n° 2018-06 mentionnés ci-dessous,
- Indépendance des exercices.

L'association applique les dispositions du plan comptable général des associations.

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et méthodes comptables applicables en France, conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

3- Notes sur le bilan

2-1 Actif Immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Compte tenu que l'objet social de l'UFAC est la conservation du patrimoine, représenté notamment par des costumes et des livres, les acquisitions d'œuvres d'art font l'objet d'un amortissement intégral l'année de l'acquisition.

Le patrimoine (immobilisé ou non immobilisé (dons)) réel de l'UFAC est sans commune mesure avec les valeurs inscrites à l'actif du bilan. Aussi, malgré la cession de pièces de la collection, ces valeurs n'ont pas été modifiées.

2-2 Actif circulant

2-2-1 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement correspondaient fin 2020 à des SICAV monétaires Euro-I C acquises en 1999, devenues SICAV Plus-I C, pour 26 715 euros.

La valeur des titres au 31/12/2023 est de 36 600 € soit une plus-value latente de 9 885 €.

2-2-2 Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent au 31 décembre 2023 à 16 719 euros. Elles correspondent au solde créditeur du compte bancaire courant ouvert à la Société Générale.

2-3 Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 4 728 euros et correspondent à des charges d'exploitation.

4- Notes sur le compte de résultat

L'UFAC a reçu de DEFI une subvention de 141 000 euros au titre de l'année 2023.

Conformément aux termes d'un accord intervenu le 22 mars 2005 entre le DEFI, l'UFAC et Les Arts Décoratifs (anciennement UCAD), à la convention du 20 novembre 2015 et son avenant du 14 décembre 2017, cette subvention a été intégralement reversée par l'UFAC aux Arts Décoratifs.

Les autres produits correspondent aux cotisations des membres pour 2023.

Les charges sont exceptionnellement élevées cette année en raison de frais d'avocats liés à l'accompagnement par le Cabinet Fleurus pour la dévolution des collections UFAC au Musée et au litige avec la société d'archivage Iron Mountain.

Compte tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice est en déficit de 4 614 euros.

BUDGET 2024

La structure du budget 2024 devrait être à l'équilibre. La cotisation reste à 230 euros par membre soit 2 760 euros pour 12 membres. La subvention du DEFI est, selon décision du Conseil d'administration de ce dernier en décembre 2023 et conformément à la convention entre Les Arts Décoratifs, l'UFAC et le DEFI du 20 novembre 2015, portée à 176 000 euros notamment pour couvrir les frais liés à la fermeture et la dévolution des collections au Musée.